



Communiqué de presse Suite au maintien d'un Comité National du FIPHFP ce 9 avril

Les organisations syndicales de la Fonction Publique CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP, constatant que les politiques d'austérité poursuivies par les différents gouvernements ont des conséquences désastreuses pour les agents et les usagers ont appelé tous les agents à s'associer à la mobilisation commune Privé-Public unitaire de ce 9 avril.

En effet, dans un contexte de crise sociale et d'inquiétudes fortes dans la société notamment dans les domaines de l'emploi, des salaires, de la protection sociale et de l'avenir des services publics, les agents de la Fonction publique sont des éléments décisifs pour renforcer les solidarités, développer la cohésion sociale et réduire les inégalités.

Or, les politiques imposées perpétuent des destructions d'emploi et des restrictions budgétaires, ne permettant pas aux agents de remplir toutes leurs missions de service public et d'offrir ainsi un service à la hauteur des besoins sociaux partout sur le territoire (plan d'économies de 54 milliards sur les dépenses publiques et sociales, dont 10 milliards sur l'assurance maladie, 3 milliards sur les hôpitaux...)

Dans ce cadre, les personnes en situation de handicap se retrouvent en première ligne pour subir les conséquences de cette austérité, de l'accès à l'école à la formation professionnelle, de la recherche d'emploi aux conditions de travail, les indicateurs sont au rouge. Citons dans l'actualité : l'accès à l'école, un taux de chômage double, des embauches plus nombreuses en CDD, la hausse des inaptitudes... sans oublier les délais d'accessibilité de la ville et du bâti sans cesse repoussés !

Depuis la mise en place du FIPHFP (*fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique*) il y a 10 ans, les membres du Comité National ont à plusieurs reprises dénoncé le désengagement de l'Etat de ses obligations : recul dans la prise en charge de la formation des demandeurs d'emploi, générant de nouvelles charges pour l'AGEFIPH et le FIPHFP, la pénurie de personnel dédié à ce suivi, les ponctions budgétaires imposées (29 Millions d'Euros cette année), sans oublier l'exonération de l'Education nationale de toute contribution...

Dans ce contexte, les représentant/es FO, FSU, CGT et Solidaires au Comité National du FIPHFP convoqué ce 9 avril, ont demandé que l'instance soit reportée, sachant que la question du handicap est aussi au centre de la lutte contre cette austérité renforcée.

Nous regrettons que cette demande n'ait pas été entendue.

Cette décision est d'autant plus incompréhensible que la Fonction Publique a reporté les réunions des différentes instances officielles qui devaient se réunir ce 9 avril. Le comité national du FIPHFP doit entendre les personnels par le biais de leurs représentants ! La volonté de maintenir cette réunion du comité un jour de grève interprofessionnelle est un mauvais signe envoyé aux personnes en situation de handicap.

Nous ne participons pas au Comité National FIPHFP de ce 9 avril : nous sommes en grève et dans la rue dans le cadre d'une journée interprofessionnelle privé-public pour que cesse la politique d'austérité de ce gouvernement, contraire à l'ambition de la loi de 2005 visant à « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ».

9 avril 2015